

# La tragédie séculaire des paysans du Brésil

Le 17 avril dernier, 23 paysans sans terre ont été massacrés à la mitrailleuse par des policiers dans l'Etat amazonien du Para au Brésil. Le fait divers est passé pratiquement inaperçu dans la presse luxembourgeoise, alors qu'il concerne directement au moins deux ONG, l'ASTM et "Diddeléng hëllef", qui collaborent depuis des années avec le mouvement MST (Mouvement des travailleurs ruraux sans terre) dont sont issus la plupart des victimes. À l'instigation du MST quelques centaines de familles s'étaient en effet installées aux abords d'une vaste propriété en friche pour réclamer la confiscation de ces terres par l'agence INCRA chargée de la réforme agraire. Le 17 avril ces paysans, las de quatre mois de vains pourparlers, avaient décidé d'organiser une marche sur Belem, la capitale du Para, distante de 700 km. Pour obtenir le déblocage de la route principale, le gouverneur leur promit une cinquantaine d'autocars pour faire le voyage. En réalité il leur envoya 200 policiers. Dès leur arrivée ceux-ci se mirent à disperser les manifestants, qui se tenaient désormais sur les accotements de la route, avec du gaz lacrymogène. Lorsque les paysans se mirent à jeter pierres et morceaux de bois, les policiers ouvrirent le feu à la mitrailleuse. La version de la police, prétendant avoir été agressée d'emblée par les paysans, est peu plausible, étant donné qu'aucun policier ne fut blessé. La promesse du président Cardoso de veiller à ce que les auteurs du massacre soient jugés 'cette fois-ci', est peu crédible, les connivences entre police, pouvoir politique et grands propriétaires fonciers étant bien connues au Brésil. *forum* publie un article du "Monde" retraçant l'histoire des paysans sans terre au Brésil, sujet qui préoccupe la rédaction de *forum* depuis ses débuts, et une lettre de deux responsables d'ONG luxembourgeoises qui mérite d'être imitée.

m.p.

Cette hantise a joué un rôle considérable dans la proclamation de la République en novembre 1889. La monarchie ayant bouleversé l'ordre social dans les campagnes en libérant les esclaves, les grands planteurs de sucre et de café basculaient en faveur d'une République conservatrice, qui serait capable de faire respecter les droits de la propriété. Il ne fut plus question de l'utopie d'André Reboucas.

En 1962, le président Joao Goulart arrive au pouvoir et décide, entre autres mesures alors jugées révolution-

Ces rappels ne sont pas inutiles au moment où la question agraire revient au premier plan de l'actualité brésilienne, avec le massacre délibéré, mercredi 17 avril, par la police militaire, d'une vingtaine de paysans sans terre qui réclamaient le droit de s'installer sur une propriété en friche dans le sud de l'Etat amazonien du Para (Le monde du 20 avril).

L'existence d'immenses domaines peu ou mal exploités, tandis qu'une masse d'hommes et de femmes errent à la recherche d'un lopin à cultiver, est une constante de l'histoire brésilienne. Les grands propriétaires attendent des autorités locales qu'elles les défendent contre cette armée de gueux. Au besoin, ils ont recours à des mercenaires, les "jaguncos", souvent des petits délinquants ou des marginaux.

La structure foncière du Brésil reste marquée par ses origines coloniales. La monarchie portugaise a poursuivi, au cours des siècles, une politique presque immuable qui consistait à attribuer, dans sa colonie brésilienne, d'énormes lots de terres, les "sesmarias", à ceux qui disposaient de capitaux suffisants pour les mettre en valeur et produire des denrées susceptibles d'être exportées. Ce système latifundiaire a survécu aux cycles du cacao, du sucre, du coton, du caoutchouc et du café. Sauf dans certaines régions du sud du pays, où les descendants d'immigrants allemands et italiens ont créé un réseau de petites et



Auth in: Publik-Forum

En 1872, André Reboucas, notable libéral de Bahia et ami de l'empereur Pedro II, se lançait dans une ardente campagne contre les grands propriétaires terriens. Il était urgent, expliquait-il dans les journaux, de modifier la structure foncière du pays et de créer une classe de petits paysans d'esprit démocratique. Ses idées prenaient un relief soudain avec l'abolition de l'esclavage, en mai 1888, pour laquelle il avait également longtemps combattu. Les esclaves libérés fuyaient les plantations de sucre et les grands propriétaires s'affolaient. Qu'allait-il advenir de leurs domaines plus ou moins désertés? Ne risquaient-ils pas d'être envahis?

naires par les nantis, l'expropriation des grands domaines non cultivés et leur redistribution aux paysans sans terre. L'indignation des propriétaires latifundiaires est d'autant plus grande que l'indemnisation qui leur est proposée consiste en titres de la dette publique et non en argent liquide, comme l'exige la Constitution. Au même moment, dans le Nordeste, les Ligues de paysans arborent le drapeau rouge et provoquent la terreur des possédants. Cette nouvelle grande peur est l'une des causes du renversement de Goulart par les militaires en 1964 et de l'instauration d'une dictature qui va durer vingt et un ans.

moyennes exploitations, la grande propriété reste la règle, et les "fazendas" de plusieurs dizaines de milliers d'hectares sont monnaie courante.

L'urbanisation rapide du pays, depuis 1945, a encore accentué ce phénomène. Un Brésilien seulement sur quatre vivait en ville à la fin de la deuxième guerre mondiale. La proportion s'est inversée et la population rurale ne constitue plus désormais qu'un quart du total. Mais ce transfert, rendu possible par la mécanisation de l'agriculture et l'industrialisation, n'a nullement changé la structure de la propriété foncière, bien au contraire.

Le sociologue Herbert de Souza, qui joue à sa façon le rôle d'un Abbé Pierre brésilien avec sa campagne de longue haleine contre la faim et la misère, estime que 1 % des propriétaires possèdent 44 % des terres du pays. *Il existe au Brésil la plus grande concentration foncière du monde*, affirme-t-il. *Nous avons des propriétés qui sont aussi grandes que des pays européens.* Le dernier recensement, celui de 1991, confirme ce propos. Il y avait à cette date 3 millions d'exploitations agricoles, mais 58 000 d'entre elles occupaient la moitié de la superficie totale.

## Promesses non tenues

Face à cette situation brutale, la capacité des gouvernements à opérer un début de réforme agraire apparaît limitée. Les promesses, parfois mirobolantes, n'ont pas été tenues, ce qui explique le scepticisme et la lassitude dans le camp des "sans-terre". Le premier président après le coup d'Etat militaire, le maréchal Castelo Branco, réquisitionne 87 314 hectares, et y installe 7 392 familles. Le dernier, Joao Figueiredo, exproprie 2 509 764 hectares au profit de 42 576 familles. Après le retour au pouvoir civil, José Sarney (1985-1990) promet de redistribuer 44 millions d'hectares à 1,4 million de familles. Le résultat sera dix fois inférieur. Fernando Henrique Cardoso, qui prend ses fonctions en janvier 1995, est volontairement plus modeste. Il s'engage à fournir des terres à 280 000 familles au cours de son mandat de quatre ans. Au rythme actuel, il est un peu au-dessous de son objectif, puisque 42 900 familles seulement ont été installées en 1995.

L'exercice se heurte à toutes sortes de difficultés. La justice se montre souvent très lente à accorder à l'Institut de la réforme agraire (Incra) les expropriations demandées. Le projet de loi visant à permettre une procédure simplifiée et plus rapide devant les tribunaux est en souffrance de-

Son Excellence Fernando Henrique Cardoso  
Président du Brésil  
Brasilia

Excellence,

C'est avec une très grande consternation, une immense tristesse et une révolte certaine que nous avons appris le massacre de 23 paysans sans terre dans l'Etat du Para.

Le MST (Movimento dos Trabalhadores Rurais sem Terra) étant un de nos partenaires avec lesquels nous travaillons régulièrement au Brésil, nous nous sentons particulièrement solidaires des victimes et de leurs familles.

C'est en notre propre nom, mais aussi au nom des associations, organisations et autorités que nous représentons, que nous protestons vigoureusement contre ces massacres qui interviennent encore régulièrement au Brésil.

Pour éviter de tels drames, nous vous demandons de bien veiller à ce que la réforme agraire soit diligemment et effectivement exécutée. A cette fin, le projet de loi visant à permettre une procédure simplifiée et plus rapide des expropriations demandées par l'INCRA nous semble des plus prioritaires.

Et parce qu'au Brésil une certaine 'culture de l'impunité' s'est perpétuée depuis la dictature militaire, nous vous quémardons de bien veiller personnellement à ce que les responsables de cette tuerie soient effectivement jugés et condamnés. Il nous semble aussi opportun de demander la démission du Gouverneur de l'Etat du Para qui est sans aucun doute le responsable politique de ce drame.

Veuillez agréer, votre Excellence, l'expression de notre parfaite considération.

Mars di Bartolomeo  
bourgmestre de la ville de Dudelange  
membre de la Chambre des Députés  
président de l'asbl Diddeléng hëlleft

abbé Mathias Flammang  
professeur  
membre du conseil d'administration de l'Action Solidarité Tiers Monde  
membre du conseil d'administration de Diddeléng hëlleft  
pour les classes de 6e, 8Te2, 8Te3, 8Po1, 9Te1, 9Te2, 9Te3, 9Po2, 10Ge du Lycée technique Nic.-Biever de Dudelange

*Note de la rédaction: Les lecteurs qui voudraient soutenir la lutte du Mouvement des travailleurs ruraux sans terre peuvent verser un don au CCP 55 555-71 de l'ASTM avec la mention MST-Brésil. Le don est déductible des impôts.*

vant le Congrès. Il n'est pas exclu que certains fonctionnaires de l'Incra, acquis aux thèses des grands propriétaires, fassent du sabotage. La rotation rapide des présidents de cet organisme (trois ces deux dernières années) n'a pas arrangé les choses.

M. Cardoso affirme que la réforme agraire est une de ses priorités. Il a trouvé les mots qui convenaient pour dénoncer le massacre qui a eu lieu en Amazonie et réclamer "cette fois-ci" le châtiement des coupables. Il en va, dit-il, de la crédibilité du Brésil à l'étranger. L'événement a accéléré la démission du ministre de l'agriculture José Eduardo Andrade Vieira, qui voulait de toute façon s'en aller.

Dénonçant les lenteurs et les ambiguïtés de la réforme agraire, une organisation

s'est développée depuis des années avec le soutien d'une partie de l'église: le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST), qui est à l'origine de la plupart des occupations de terres de ces dernières années. C'est un de ses dirigeants locaux, Oziel Pereira, âgé de dix-huit ans, que les policiers militaires visaient tout particulièrement, le 17 avril, à Eldorado dos Carajás, dans le sud du Para. Selon certains témoignages, il aurait été blessé, fait prisonnier, puis achevé par les policiers.

Le MST affirme que 4,8 millions de familles de paysans sont à la recherche de terres à cultiver. L'organisation compte 140 000 familles déjà fixées sur des terres expropriées et 37 000 autres installées sous des abris précaires au bord des routes. Ces dernières sont regroupées en

---

une centaine de campements à proximité de grandes propriétés à envahir.

La Commission pastorale de la terre, organisme rattaché à la Conférence nationale des évêques brésiliens, estimait en décembre dernier que les conflits liés à la ques-

tion agraire avaient fait 976 morts en dix ans. Les massacres de "*sans terre*" se sont multipliés ces dernier mois. Celui d'Eldorado dos Carajas a particulièrement choqué l'opinion parce que les victimes ne se trouvaient pas sur une propriété occupée mais manifestaient le long d'une route.

Mais l'émotion une fois passée, les pesanteurs de la société brésilienne demeurent. La tragédie des "*sans-terre*" n'est pas près de se terminer.

**Dominique Dhombres**

in: Le Monde 23.4.1996